

La «grève des urnes» dimanche est le reflet d'une vie politique étouffée par l'omnipotence du chef de l'Etat, d'une administration incapable de céder une once de son pouvoir et d'appareils partisans mus par une unique obsession : accéder à la Présidence. Il est temps de démocratiser les institutions de la Ve République.

*



Une carte d'électeur déchirée dans une poubelle lors du premier tour des élections régionales à Paris le 20 juin. (Denis Allard/Libération)

par Albert Ogien, Sociologue
publié le 28 juin 2021 à 11h32

On savait que les partis politiques français n'avaient plus beaucoup de militants (au point même de [ne pas pouvoir fournir d'assesseurs ni de volontaires les soirs de dépouillement](#)). On vient d'apprendre qu'ils n'ont même plus ce qui leur conférait un reste de légitimité : des votants. Après les quelque 40 % d'inscrits qui se sont exprimés lors des élections législatives de 2017 [et municipales de 2020](#), la cote d'alerte semble aujourd'hui dépassée : [la défection aux régionales est devenue](#), pour beaucoup, une déroute de la démocratie. Les admonestations courroucées fustigeant les mauvais citoyens et les appelant à remplir leur devoir n'y ont rien fait : un sur trois a cru bon de faire usage de son bulletin de vote. Pour expliquer l'événement, on a incriminé une campagne empêchée, la liberté retrouvée avec la fin du port du masque et la levée du couvre-feu, la «nationalisation» d'une consultation locale ou le fait qu'elle ait pris l'allure d'un tour préliminaire de l'élection présidentielle à venir. Ces bonnes raisons ne doivent pourtant pas masquer l'essentiel : cette «grève des urnes» traduit l'état de dégénérescence que le système des partis a atteint dans la démocratie corsetée qu'un demi-siècle de Ve République a fini par imposer au pays.

De l'omnipotence du chef de l'Etat

L'indifférence au vote est le reflet d'une vie politique étouffée sous le poids de l'omnipotence du chef de l'Etat, d'une administration incapable de céder une once de son pouvoir et d'appareils partisans mus par une unique obsession : accéder à la Présidence. Hormis les clientèles locales espérant leur gratification et les sympathisants affectivement attachés à leurs champions, qui aurait envie de se mobiliser pour désigner des dirigeants de régions dont les prérogatives sont cadencées et les budgets chichement mesurés ? Loin de ce qui se passe en Allemagne, Espagne, Grande Bretagne, Italie ou Belgique où celles-ci disposent de compétences et des finances qui leur permettent de faire des choix décisifs pour le quotidien de leurs ressortissants. En France, l'émergence d'un espace public régional autonome est inhibée – comme l'illustre le dernier regroupement territorial dont les habitants sont toujours en peine de saisir la pertinence.

A lire aussi

[Elections régionales : les précédents records d'abstention](#)

[Elections](#)

20 juin 2021

Faillite du système des partis, présidentialisation de la politique et décentralisation en trompe-l'œil : ces trois phénomènes étroitement imbriqués sont à peine évoqués dans les déplorations des professionnels de la politique au sujet de l'abstention. Ils préfèrent reprendre leur éternelle plainte : la démocratie est en danger ! Pour la sauver, certains proposent de rendre le vote obligatoire [ou d'en simplifier l'expression](#). D'autres assurent que la reconduction en poste des caciques appartenant aux vieilles familles de droite et de gauche dissipe les chimères portées par les tentatives de transformation des modalités de la représentation mises en œuvre par les «mouvements» ou les coalitions «citoyennes».

Un suffrage universel tronqué

Il n'y a toutefois pas lieu de s'inquiéter : au soir de l'annonce des résultats définitifs, les vainqueurs auront déjà oublié la désaffection de l'électorat. Ils occuperont sans trop de scrupules les écrans pour clamer leur succès, avant de prendre les fonctions qu'un suffrage universel tronqué leur a confiées. Puis les appareils se projeteront immédiatement vers la seule échéance qui compte à leurs yeux : 2022. Il reviendra alors à quelques rares chercheurs et journalistes le soin de répondre à la désespérante question que cette débâcle pose : quel peut être l'avenir de la démocratie représentative lorsque les scrutins ne concernent qu'un tiers des citoyens et que les jeunes générations n'ont pas pris le pli de se rendre aux urnes ?

A lire aussi

[Régionales : pour LREM, grosse tempête et petits doutes](#)

[Elections](#)

27 juin 2021 abonnés

Le fiasco électoral que le pays vient de connaître place la nécessité de démocratiser les institutions de la Ve République en tête de l'agenda du monde politique. Or c'est bien la dernière chose qu'il est enclin à envisager. Il est vrai qu'on change rarement de système à froid. Pour s'y résoudre, il faut des circonstances exceptionnelles : guerre, coup d'Etat, insurrection, révolution ou catastrophe majeure. Nous n'y sommes pas encore, même si les signes s'accumulent qui indiquent l'urgence de fonder la légitimité accordée aux gouvernants sur des bases nouvelles. L'occasion serait donc propice pour que les forces de gauche s'unissent autour de ce thème et en fasse la priorité de la campagne présidentielle qui s'engage. Et ça tombe bien : elles partagent le projet d'édifier une VIe République. Il ne faut cependant pas rêver : cela ne risque pas d'arriver. Car, quel que soit leur bord, les professionnels et leurs experts se sont accoutumés à l'idée que gouverner sans le soutien de la population n'a rien d'impossible dans un régime où le Parlement est soumis aux volontés d'un exécutif lui-même aux ordres du Président. Bien que cet exercice s'avère tumultueux, le risque semble toujours en valoir la chandelle pour les plus téméraires. Alors pourquoi se demander de quelle souveraineté un élu peut se prévaloir quand les urnes ne lui accordent qu'un infime pourcentage des voix des inscrits ? Et pourquoi se tourmenter en constatant que ce sont désormais les citoyens qui attribuent sa signification à l'élection à partir de leur propre conception des enjeux qu'elle porte et de leur jugement sur les qualités de probité, de décence et d'humilité des candidats.

Du pluralisme des opinions

L'abstention est conçue comme un drame par ceux qui réduisent la vie démocratique à l'élection et au pluralisme des opinions. C'est peut-être parce qu'ils ne voient pas que cette vie bat tout autant dans ces innombrables initiatives que des citoyens concernés organisent, dans les quartiers, les services publics, les entreprises ou la rue, pour pallier les déficiences des autorités et les silences des élus. C'est dans ce monde-là que se forgent dorénavant les convictions au sujet de l'utilité d'aller voter ou pas. Là aussi que s'esquisse ce système représentatif à naître après le crépuscule des partis dans lequel l'arbitrage des urnes retrouvera un sens.

Dernier livre paru d'Albert Ogien : *Politique de l'activisme. Essai sur les mouvements citoyens*, PUF, 2021.